



Solidaires Unitaires Démocratiques Intérieur
Membre de l'Union Syndicale Solidaires

80, 82 rue de Montreuil
75011 PARIS

www.sudinterieur.fr

sud.interieur@gmail.com

06 72 33 52 53



www.solidaires.org

Tract national – 7 décembre 2017

Police de Sécurité du Quotidien : une sauce Macron au goût déjà ancien

Emmanuel Macron et Gérard Collomb l'assurent : il n'est pas question d'un retour à la police de proximité. Durant la campagne présidentielle, le futur président jupitérien lance l'idée d'une Police de Sécurité du Quotidien qui ne serait pas une nouvelle police de proximité mais une police nouvelle, plus efficace et plus proche de la population, une police digne de la Start-Up Nation. Pêle-Mêle, quelques déclarations du chef de l'État :

« Il ne s'agit pas de ressusciter, 20 ans plus tard, la police de proximité créée par Jean-Pierre Chevènement. Le contexte a changé et la délinquance s'est transformée [...] toutefois, l'inspiration est la même. Il s'agit de déployer une police mieux ancrée dans les territoires dont elle a la charge [...] Au plus près des français, elle développera une connaissance approfondie des lieux et des habitants qu'elle sera chargée de protéger et d'entendre [...] Une police qui connaît la population est plus à même de résoudre les problèmes locaux [...] elle sait faire preuve de fermeté quand c'est nécessaire, parce que seule une police proche des gens a les moyens de faire comprendre son action, d'assurer la sécurité de tout un quartier et de faire reconnaître son autorité [...] Nous favoriserons la création au niveau des quartiers de contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance qui associeront plus étroitement la police et la gendarmerie aux acteurs de la prévention et de la sécurité. [...] Nous susciterons des partenariats locaux innovants entre policiers et habitants » (1) ; ou encore « Nous diminuerons la bureaucratie et imposerons un retour au cœur du métier de policier pour plus de présence sur le terrain. [...] À cette fin, il faudra d'abord traquer les tâches indues qui pèsent sur les forces de l'ordre » (2).

« Une connaissance approfondie des lieux et des habitants », « une police mieux ancrée dans les territoires », « mieux déployée », « à même de résoudre les problèmes locaux », « police proche des gens », « contrats locaux de sécurité », « traquer les tâches indues », « diminuer la bureaucratie », etc.

Si vous avez l'impression d'avoir déjà lu tout cela sous la police de proximité version « gauche plurielle », durant la police « sarkozyste/tolérance zéro » (avec les unités territoriales de quartier (UTEQ) puis brigades spécialisées de terrain (BST), ou encore le dernier quinquennat (avec les Zones de Sécurité Prioritaire), **vous n'avez pas rêvé...**

Toujours les mêmes éléments de langage et une inspiration commune au fameux community policing américain. La PSQ n'échappe pas à la règle. Le président a le goût des annonces « révolutionnaires » pour finalement ressortir des recettes déjà utilisées. La Loi Travail ou les cadeaux fiscaux aux plus riches le prouvent.

Une consultation de façade ?

Depuis cet automne, le ministère s'est lancé dans une série de consultations. Les membres de la police et de la gendarmerie sont invité.e.s à participer à un questionnaire anonyme tandis que les préfets rassemblent divers partenaires au niveau local pour esquisser la future PSQ.

Ensuite, ce seront les organisations syndicales qui seront consultées (**Sud Intérieur n'a reçu aucune invitation** à l'heure actuelle) pour que la PSQ, comme un cadeau de Noël, débarque fin décembre sur le papier et, en janvier, dans les services de police et de gendarmerie des villes choisies comme sites d'expérimentation.

Finalement, on ne sait plus trop quoi penser de cette PSQ dont Emmanuel Macron et Gérard Collomb ont déjà fixé les grandes lignes. Qu'arrivera-t-il si la consultation ne rentre pas dans le cadre de Jupiter ? Dans quelle mesure la consultation des agents et des partenaires sera utilisée ?

Consulter celles et ceux qui font la sécurité, celles et ceux qui travaillent sur les territoires abandonnés de la République est une bonne chose, sauf si c'est une opération de com' et que hauts fonctionnaires et principaux syndicats de police ont mainmise de la réforme, la population étant scandaleusement tenue à l'écart de toute participation. Et comme c'est bien ce qui se dessine...

Déjà, le gouvernement a annoncé 10.000 policiers et gendarmes supplémentaires, 30.000 véhicules neufs et des tablettes pour une police connectée. Sauf qu'il s'agit là d'un legs du gouvernement précédent et pose la question matérielle et financière de la PSQ. Le gouvernement mettra-t-il les moyens ou la police devra-t-elle encore utiliser le système D pour appliquer cette fausse nouvelle police ?

Aller au-delà des effets d'annonce, repenser la police

Pour **Sud Intérieur**, la police n'a pas besoin de recycler des recettes qui sont déjà appliquées dans de nombreuses villes. La police n'a pas attendu le président de la Start-Up Nation pour accroître sans cesse le travail partenarial avec les acteurs locaux.

Ce qui est nécessaire, c'est de repenser toute l'institution policière, tant sur le fond que sur la forme. Il faut repenser la police dans son organisation interne, dans ses missions, dans sa relation aux autres (partenaires locaux et nationaux, population) et dans sa place au sein de notre société. Il faut repenser le faire police.

Ceci implique notamment :

- **une formation** des Gardiens de la Paix plus longue, **ouverte** aux sciences humaines et sociales afin que les futur.e.s policiers.ères **appréhendent mieux les milieux dans lesquels ils vont évoluer**, souvent découvrir, et apprendre de nouvelles manières de faire la police (apprentissage de la communication non-violente et des techniques de médiation) ;

- **en finir** avec l'autoritarisme régalien de la police : que ce soit au niveau national ou dans la pratique quotidienne, la police ne doit pas avoir une position de dominance vis à vis de ses partenaires. Elle n'est qu'une partie de la solution et non la solution. Elle doit savoir expliquer son action et non l'imposer. Elle doit aussi faire preuve de transparence ;

- **démocratiser l'institution policière** est un préalable à la transparence de l'action policière. Cela signifie que la chaîne hiérarchique ne doit pas servir à couvrir l'autoritarisme de « petits chefs » ou de plus « grands », les abus de pouvoir et le harcèlement moral, triptyque destructeur dans les rangs de la police. Cela signifie que les décisions qui influent sur la vie des policiers (comme les avancements ou les mutations) ne doivent pas se résumer à des arrangements entre syndicats majoritaires et administration mais répondre à des règles claires et un déroulé transparent dans la prise de décision ;

- pour démocratiser l'institution et jouer le jeu de la transparence, la suppression de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) est indispensable et ses missions doivent être remplies par une autorité administrative indépendante pluridisciplinaire. Une condition sine qua non pour une pleine confiance entre la population et sa police ;

- **reconnaître les mécaniques discriminatoires intrinsèques** de notre société et de l'État pour y répondre efficacement et cesser les pratiques discriminatoires qui y sont inhérentes comme le contrôle au faciès, le contrôle social de la population et de certaines parties de celle-ci en particulier (réfugié.es, migrant.es, militant.es du secteur associatif ou de l'écologie, etc) ;

- **repenser l'évaluation policière et en finir avec la politique du chiffre et la dictature des tableurs**. L'évaluation de l'activité policière doit passer par celles et ceux à qui elle est destinée soit la population dans son entièreté (et non seulement le corps électoral ou les « aficionados » de la sécurité).

Ce ne sont là que quelques pistes parmi d'autres pour répondre aux enjeux démocratiques qui sont posés par l'exercice des missions de police et la relation entre police et population, mais aussi trouver une vraie efficacité face aux actes de délinquance de toutes sortes.

Repenser la police au service de l'égalité et de la défense des libertés publiques, pas à celui du maintien de l'ordre social au bénéfice des puissants

Mais, il ne faut pas s'y tromper : dans une société de plus en plus inégalitaire, la confrontation entre des pans entiers de la population (quartiers populaires, migrant.es, militants syndicaux et politiques, salarié.es et chômeurs, etc) ne pourra que s'aggraver et le danger est de faire de la police la solution à un problème social qui la dépasse.

C'est ce qui est à l'œuvre depuis plusieurs décennies et il est urgent d'enrayer cette spirale. La police doit retrouver sa juste place dans la société et c'est au pouvoir politique de régler la solution des inégalités. Et non utiliser la police comme un bâton pour mater la contestation légitime face à une société de l'injustice.

SUD INTÉRIEUR : DU FOND ET DE LA MÉTHODE, REJOIGNEZ SUD INTÉRIEUR

Pour nous suivre :

Notre site : www.sud.interieur.gouv.fr

Sur Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/SudInterieur/>

Sur Twitter : <https://twitter.com/sudinterieur>

(1) Propos publiés le 8 février 2017 sur Facebook par Emmanuel Macron dont le lien permettant sa consultation apparaît dans un article publié sur le site de *l'Express* le lendemain consultable ici : http://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/aulnay-sous-bois-macron-veut-une-police-de-la-securite-quotidienne_1877463.html

(2) Propos tenus lors d'un discours d'Emmanuel Macron lors d'une réunion publique au Mans le 11 octobre 2016 consultable ici : <http://www.rtl.fr/actu/politique/emmanuel-macron-police-de-proximite-enseignements-et-formation-les-axes-de-son-diagnostic-7785234562>